

la réforme "s'élabore sans concertation et sans transparence" (syndicats de personnels)

5-7 minutes

Les organisations représentant les personnels de l'Onisep, réunies en intersyndicale, "demeurent dans l'incertitude à la fois sur leur devenir et sur les missions futures de l'Office en cours de redéfinition". Elles regrettent que le directeur de l'Onisep reste "silencieux face à l'angoisse des personnels qui s'interrogent sur leur avenir, leurs activités, leurs lieux d'exercice au sein des régions" et réclament une audience auprès du ministre de l'Éducation nationale afin que la réflexion sur les futures activités de l'Office s'élabore dans "la transparence et la concertation".

Les personnels sont "toujours en attente de réponses précises sur leur transfert en région, sur le calendrier, sur le nombre et la répartition des personnels concernés par délégations régionales de l'Onisep (Dronisep), sur le type d'expertise et de compétences transférées", écrit dans un communiqué l'intersyndicale de l'Onisep (FSU, SNPTES, Sgen-CFDT), qui a demandé un rendez-vous au ministre.

Dans le cadre de la réforme de l'orientation qui transfère à partir du 1er janvier 2019 l'information sur l'orientation aux régions et prévoit le transfert des Dronisep aux régions ([lire sur AEF info](#)), les personnels se demandent si "les activités éditoriales, de diffusion ou d'accompagnement des équipes éducatives seront encore assurées localement et s'il y aura encore une Dronisep dans chaque région".

Ils soulignent en outre que "l'articulation entre l'Onisep et les régions, la préfiguration des nouvelles activités de l'Onisep 'central' est désormais au cœur de la mission Mons-Charvet sur l'orientation ([lire sur AEF info](#)) dont les conclusions n'interviendront qu'au printemps 2019".

"Des personnels mis à l'écart"

"Les personnels sont aujourd'hui mis à l'écart de toute contribution sur leur avenir professionnel et de toute réflexion portant sur les conventions : convention-type, conventions entre les rectorats, l'Onisep et les régions", observent les syndicats qui déplorent que "la réflexion sur la préfiguration des nouvelles activités de l'Office s'élabore sans transparence, sans la moindre concertation".

Dans un courrier envoyé fin octobre au directeur de l'office, Michel Quéré, et au comité de direction de l'Onisep, les personnels ont demandé "une réunion d'information sur la mise en œuvre des transferts et sur la nouvelle mission Mons-Charvet", qui aurait été

"refusée".

Un calendrier incertain et du flou en région

L'intersyndicale regrette "les incertitudes de calendrier" portant sur les transferts : "1er janvier 2019 selon la loi ; 2020 pour le Premier ministre Édouard Philippe qui s'exprimait à Marseille au congrès des Régions de France en septembre dernier" ([lire sur AEF info](#)).

"Même si Michel Quéré, le directeur de l'Onisep, dit 'ne pas s'attendre à un grand soir de transformation de l'Onisep le 1er janvier 2019', le président du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine se déclare prêt à accueillir les personnels Onisep dès septembre 2019", soulignent les syndicats.

Autre motif d'inquiétude : "la méconnaissance des activités" des Dronisep par certaines régions, l'attitude que vont adopter les régions face aux possibilités d'expérimenter l'intégration des personnels de l'Onisep.

Contactée par AEF info, la direction de l'Onisep n'a pas donné suite.

Pour rappel, dans un rapport remis cet été au ministre, l'IGAENR Didier Lacroix propose trois scénarios d'évolution pour l'Onisep et les Dronisep dans le cadre de la réforme de l'orientation ([lire sur AEF info](#)).